

# **Reseau foresterie pour le développement rural**

**Foresterie durable et scies moteurs-débiteuses à Vanuatu**

*Stephen Wyatt*

**L'utilisation de petites scieries transportables dans  
la gestion des forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée**

*Bas Louman*

## **Table des matières**

	Page
<b>Foresterie durable et scies moteurs-débiteuses à Vanuatu</b> Stephen Wyatt (Titre original: <i>Sustainable Forestry and Chainsawmills in Vanuatu</i> )	1
<b>L'utilisation de petites scieries transportables dans la gestion des forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée</b> Bas Louman (Titre original: <i>The Use of Small Portable Sawmills in Forest Management in Papua New Guinea</i> )	19

**Stephen Wyatt** est directeur du Community and Environmental Forestry Program, Foundation for the Peoples of the South Pacific, PO Box 951, Port Vila, Vanuatu.

**Bas Louman** était le Directeur intérimaire du 'Environmental Research and Management Centre' (Centre de recherche et aménagement environnemental) à 'University of Technology' (l'Université de Technologie) de la Papouasie Nouvelle-Guinée. Il peut être contacté à CATIE, CATIE 7170, Turrialba, Costa Rica.

---

# **Foresterie durable et scies moteurs-débiteuses à Vanuatu**

*Stephen Wyatt*

---

## **Introduction**

Depuis une dizaine d'années, les 'scieries mobiles' (Wokabaut Somils) se sont multipliées en Mélanésie. Elles représentent pour les communautés une solution de remplacement destinée à éviter les méthodes d'abattage excessivement destructrices généralement pratiquées par les sociétés étrangères. Apparue en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1980 et aux îles Salomon en 1986, cette option est parvenue à Vanuatu en 1990, suite à une initiative commune du gouvernement et d'une ONG.

A Vanuatu, l'Office des forêts et la Fondation pour les Peuples du Pacifique Sud ont établi en collaboration un programme de promotion, d'assistance, de formation et de soutien en vue d'assurer la pérennité des récoltes grâce à l'utilisation de scieries mobiles. Toutefois, l'exécution de ce programme au cours des années 1992 et 1993 a fait apparaître un certain nombre de problèmes.

La solution a consisté à changer tant la technologie que la démarche adoptée. Les scieries mobiles ont fait place à des scies moteurs-débiteuses plus petites, un système mieux adapté aux besoins de Vanuatu. Quant à la nouvelle démarche, elle a mis l'accent moins sur les propriétaires de scieries mobiles et davantage sur la communauté au sens large, en privilégiant la sensibilisation à l'environnement, la participation à la conception de plans en matière de gestion des ressources et l'assistance à la réalisation de ces plans. Le rôle de la production de bois dans le projet est resté important, mais ce n'est désormais que l'un des éléments capables de satisfaire les besoins de la communauté.

Le présent document décrit la situation et les défis rencontrés par ce projet, ainsi que la façon dont il a dû évoluer pour résoudre ces questions.

## **Vanuatu, sa population, ses forêts**

Nation insulaire du sud-ouest du Pacifique, Vanuatu se trouve entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji (voir Figure 1). Il appartient à la culture mélanésienne et a beaucoup de points communs avec ses voisines, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon. Vanuatu est le plus petit des trois Etats, avec 1,2 million ha de terres émergées, réparties sur quelque 80 îles dont la plupart sont d'origine volcanique. Sa population compte 170.000 habitants dont près de 80% vivent en milieu rural, regroupés en villages, et pratiquent une agriculture de subsistance de type 'jardinage'. Aux termes de la Constitution, adoptée lors de son accession à l'indépendance en 1980, pratiquement toutes les terres de Vanuatu sont régies par les systèmes traditionnels de régime foncier et ne peuvent être vendues. Les investisseurs et les promoteurs, y compris le Gouvernement lui-même, ne peuvent que louer la terre, et ce pour une période de 75 ans tout au plus.

Au début des années 1990, un inventaire national des forêts, effectué avec le concours de l'extérieur, a permis d'estimer les ressources forestières de Vanuatu: 117.000 ha de forêts naturelles (soit 10% des terres émergées) encore que toutes ne conviennent pas à une production industrielle de bois. Le rendement soutenable des forêts naturelles se situerait entre 38.000 et 52.000 m<sup>3</sup> par an (Incoll, 1994). Le volume récolté actuellement est de 25.000 à 30.000 m<sup>3</sup> par an, la politique gouvernementale exigeant que la totalité des grumes soient débitées dans le pays. Néanmoins, les engagements actuels du Gouvernement à l'égard des entreprises d'exploitation incitent à penser que l'abattage pourrait, à l'avenir, être plusieurs fois supérieur au rendement durable.

Les grandes sociétés d'exploitation et d'exportation de grumes, qui occupent désormais une place prépondérante dans les activités forestières en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les îles Salomon, ne sont que dernièrement arrivées à Vanuatu, probablement parce que les ressources forestières du pays sont beaucoup moins importantes. Depuis 1993, plusieurs sociétés asiatiques ont tenté de lancer de vastes opérations d'abattage, mais jusqu'à présent leurs activités ont été freinées par un faisceau de circonstances: politique gouvernementale, opposition des propriétaires et préoccupations internationales.



**Figure 1: Carte montrant l'emplacement de Vanuatu dans le Pacifique Sud.**

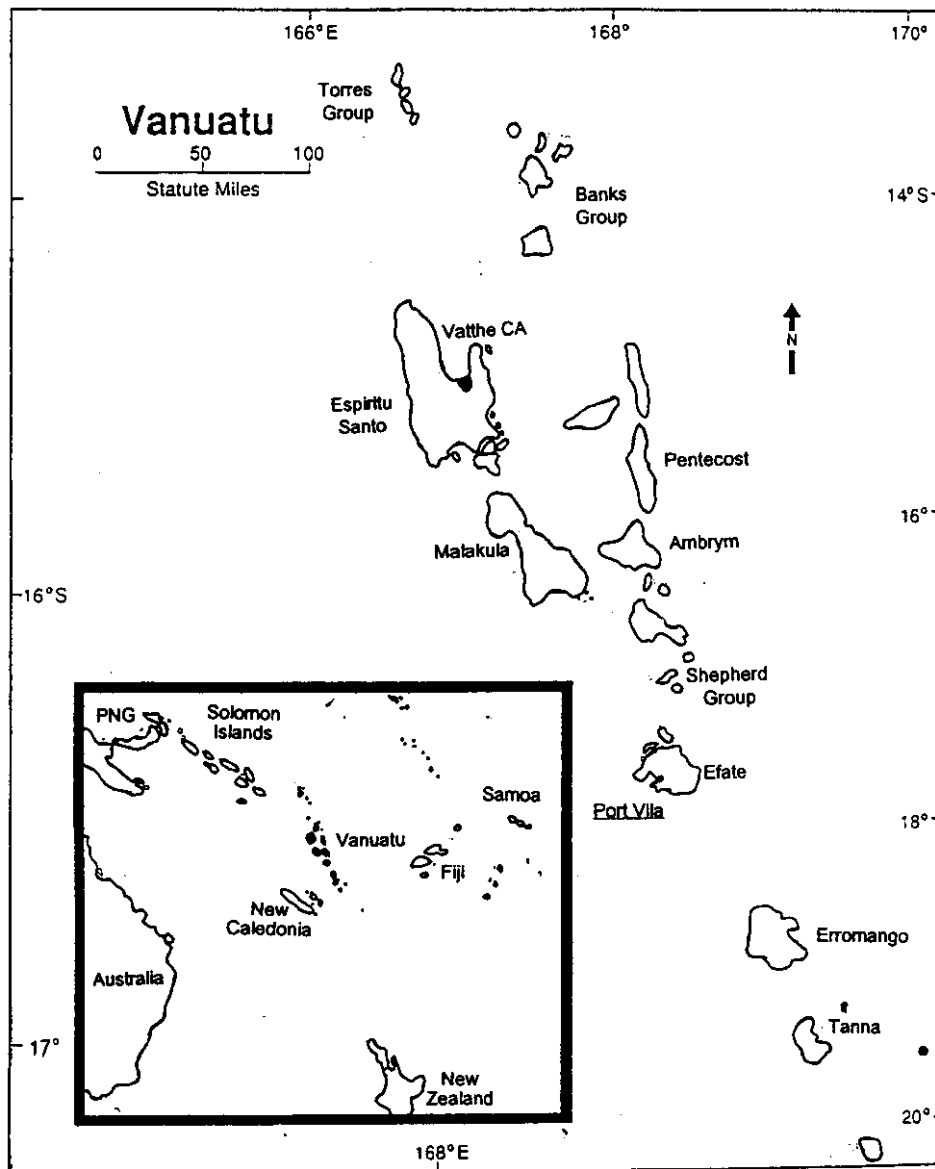


Figure 1: Carte montrant l'emplacement de Vanuatu dans le Pacifique Sud.

D'ailleurs, la situation dans les deux pays voisins est un sinistre avertissement pour la population, les ONG et le Gouvernement vanuatan, de ce qui pourrait advenir de leurs ressources forestières. Face à cette situation, l'Office des forêts de Vanuatu (DoF) et la Fondation pour les Peuples du Pacifique Sud (FSP), une ONG internationale présente dans ces trois pays mélanésiens, entreprirent dès 1989 d'introduire des scieries mobiles à Vanuatu.

## **La solution des petites scieries**

Depuis 1980, la FSP oeuvre au développement et à la promotion des scieries à petite échelle par des activités en faveur des scieries mobiles en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En 1986, cette technologie a gagné les îles Salomon dans le sillage du cyclone Namu, puis Vanuatu en 1990. Les petites scieries cherchent à répondre à plusieurs nécessités:

- ! Encourager le développement rural en utilisant des petites scieries dans les zones rurales forestières pour transformer sur place le bois, créant ainsi des emplois, des produits à valeur ajoutée et du bois d'oeuvre adapté aux besoins locaux.
- ! Eviter l'impact néfaste de l'exploitation à grande échelle en permettant aux propriétaires forestiers de dégager des bénéfices par des coupes de petite envergure associées à un sciage rémunérateur plutôt que par des coupes sur de grandes superficies ne produisant qu'un rendement inférieur.
- ! Promouvoir une gestion forestière durable en faisant mieux apprécier aux propriétaires la valeur du bois et des produits non ligneux de leurs forêts et en leur donnant les moyens de les gérer efficacement.

En 1990, la FSP et le DoF, en collaboration avec plusieurs autres ONG et agences gouvernementales, lançaient un projet en commun: le Programme des petites scieries de Vanuatu (VSSP). On commença par apporter une scierie mobile pour effectuer des démonstrations à travers le pays. Le VSSP cherchait avant tout à pérenniser les récoltes forestières en proposant la scierie mobile à la place de l'abattage à grande échelle. Comme on pouvait s'y attendre, ce procédé suscita un

intérêt considérable; de nombreux particuliers et groupements communautaires exprimèrent le souhait de se procurer ce genre de scierie pour couper leur propre bois. Le VSSP contribua ensuite à trouver des sources de financement par l'intermédiaire de la Banque nationale pour le développement, organisa des cours de formation sur les techniques de sciage, la gestion forestière, la commercialisation des bois et autres compétences et, après la formation, fournit une assistance en mécanique, des pièces de rechange et des conseils en matière de commercialisation. Le projet s'inspirait d'expériences menées par la FSP en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon, qui avaient montré que les petites scieries devaient largement bénéficier d'un soutien et d'un développement bien intégré pour valablement devenir une nouvelle industrie.

### **Les problèmes rencontrés**

Au départ, le projet enregistra quelques réussites: de petites scieries furent créées, des opérateurs furent formés et les demandes de nouvelles scieries dépassèrent le nombre que le projet était en mesure de fournir. Toutefois, dans le courant de 1992 et au début de 1993, plusieurs problèmes se présentèrent. Ils étaient de trois ordres: les questions institutionnelles, le caractère des forêts vanuatanes et les problèmes de fonctionnement.

### ***Les questions institutionnelles***

- ! Au début de l'année 1992, un examen indépendant constatait que le projet avait essentiellement porté sur la formation aux techniques de sciage et pas assez sur la foresterie durable. L'examen recommandait de développer davantage le volet social et environnemental, soit dans le cadre du projet lui-même, soit en association avec d'autres institutions (Wells & Siwatibau, 1992).
  
- ! Le partenariat entre le DoF et la FSP, à la base du VSSP, connaissait des dissensions pour finalement cesser début 1993, bien que les relations non officielles soient restées bonnes (voir Encadré 1).



## **Encadré 1**

### **Le Programme de petites scieries de Vanuatu (VSSP): Etude de cas des conflits Gouvernement-ONG**

Le partenariat du VSSP associant l'Office des forêts et la FSP constitue une étude de cas intéressante de la dynamique d'un partenariat associant un gouvernement et une ONG. Ce partenariat avait bien commencé. Les deux acteurs pourvoyaient au financement et à l'assistance, créant un Comité de gestion du projet en collaboration avec d'autres institutions gouvernementales et ONG pour guider les activités du projet. Puis, en 1992, la FSP réussissait à obtenir une aide majeure de la part de la Communauté européenne; elle devenait ainsi l'unique détentrice de subventions, ce qui bouleversait l'équilibre des forces au sein du partenariat. Début 1993, sans consultation du Comité de gestion, une décision politique fut prise de donner l'entière responsabilité du VSSP au DoF, alors que les donateurs avaient fait savoir que les fonds ne devaient en aucun cas être versés à un projet uniquement gouvernemental. En conséquence, le partenariat du VSSP était rompu, le Comité dissout et la FSP et le DoF cessaient tout contact officiel – tout en maintenant une forme de coopération dénuée de caractère officiel.

Avec le recul, les personnels du DoF et de la FSP ont pu identifier plusieurs problèmes ayant contribué à l'éclatement du VSSP:

- ! des perceptions divergentes sur le rôle du projet;
- ! l'absence d'accord écrit stipulant le rôle et les apports de chaque organisation partenaire;
- ! le contrôle des finances revenait au FSP et au Comité de gestion, et non au DoF;
- ! un manque de communication;
- ! l'interférence politique dans les activités du projet.

L'expérience du VSSP montre que les projets entrepris conjointement par des agences gouvernementales et des ONG doivent reposer sur une définition claire des rôles, droits et responsabilités de chaque partenaire et qu'il convient de se mettre d'accord à ce propos dès le début du projet. Même alors, il y aura probablement des divergences et des difficultés. L'identification et la résolution des conflits exigent une bonne communication, tant au niveau officiel (entre directeurs), qu'au niveau opérationnel (entre employés). La FSP et le DoF ont désormais repris leur coopération et il faut espérer que cette expérience sera salutaire à d'autres agences qui ont à collaborer étroitement à la réalisation de projets.

D'après Matthias *et al.* (1994)

## ***Le caractère des forêts vanuataanes***

- ! Les ressources forestières de Vanuatu sont beaucoup plus restreintes que celles des îles Salomon ou de Papouasie-Nouvelle-Guinée (les rendements durables sont respectivement dix fois et cent fois moindres). Contrairement à ces deux pays, les scieries existant à Vanuatu débitent déjà 50 à 80% du rendement annuel durable, ce qui laisse peu de place à d'éventuelles sociétés d'exportation.
- ! A Vanuatu, les régimes fonciers reposent sur un titre de droit coutumier individuel et non pas familial ou clanique comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou aux îles Salomon. Par conséquent, il est très difficile de mettre en place une gestion unifiée dans une région forestière de quelque importance.

## ***Les problèmes de fonctionnement***

A la mi-1993, il n'y avait plus que trois petites scieries fonctionnant régulièrement, sur les huit mises en place par le VSSP. Toutes les trois appartenaient au secteur privé, deux étaient exploitées par des hommes qui avaient une expérience du sciage antérieure au projet et la troisième par un homme d'affaires (et haut fonctionnaire) opérant près de la capitale, Port Vila. Le faible taux d'utilisation des autres scieries n'était pas dû à des problèmes techniques mais à toute une série d'autres difficultés, exacerbées par l'absence de services d'assistance, consécutive à la rupture du partenariat entre le DoF et la FSP au sein du VSSP. Parmi les principaux problèmes de fonctionnement, on retiendra:

- ! les opérateurs de scierie ont d'autres activités – agriculture, famille, coutumes, négoce – ce qui fait que les scieries ne fonctionnent pas à temps plein;
- ! la difficulté d'exploiter des scieries 'communautaires', à cause soit de frictions dans la communauté, soit d'un manque d'encadrement ou de responsabilité (voir Encadré 2);
- ! une vision des affaires différente de celle du Nord, l'activité économique étant plus une manière de répondre à des besoins immédiats ou sociaux, que de faire un maximum de profit;
- ! les conflits sociaux au niveau local – d'ordre politique ou religieux, les différends sur la propriété foncière, la jalousie à l'égard de quelqu'un devenu plus puissant ou plus riche que les autres;

- ! des ressources forestières limitées sur les propres terres de l'opérateur ou celles des autres.

Vu la situation, il était évident qu'il fallait changer la conception initiale du projet.

## **Encadré 2      L'impact social des scieries transportables**

Initialement, l'un des objectifs du VSSP – et une des hypothèses dès la conception du projet – consistait à confier la propriété des nouveaux modèles des scieries mobiles aux communautés plutôt qu'aux particuliers. Cependant, la réalité de l'exploitation des scieries n'a pas toujours justifié cette approche et pose un grand nombre de problèmes connexes. Si la FSP n'a pas été en mesure de préparer une analyse complète de l'incidence sociale des scieries transportables sur les communautés villageoises, on peut quand même dégager certaines des principales difficultés qu'elle a rencontrées au cours de cette expérience.

- ! *Les scieries transportables peuvent modifier considérablement l'équilibre des pouvoirs au sein d'une communauté.* Les sociétés mélanésiennes sont fortement hiérarchisées en fonction du rang, du pouvoir, des connaissances et de la richesse. L'arrivée d'une nouvelle technologie, avec la richesse et les connaissances que cela suppose, peut ébranler les structures traditionnelles et créer de nouvelles tensions. A Vanuatu, cela se traduit fréquemment par une exacerbation des différends à propos des terres, de la jalousie et des tensions intra-communautaires.
- ! *Les scieries transportables peuvent modifier l'utilisation et la valeur des terres.* A Vanuatu, toutes les terres sont régies par des systèmes traditionnels de régime foncier qui attribuent généralement la 'propriété' à un particulier, mais qui donnent aussi des droits d'usage à la communauté élargie. Lorsque les arbres d'un territoire acquièrent une valeur marchande, que ce soit par l'abattage à petite ou à grande échelle, il se manifeste souvent une tendance à exercer un droit de 'propriété exclusive' et à restreindre le droit d'usage des autres.
- ! *Les scieries transportables exploitées par les communautés réussissent en général moins bien que celles exploitées par des particuliers.* Sur les quatre nouveaux modèles de scieries mobiles communautaires mises en place par le VSSP, aucune ne fonctionne actuellement, alors que trois des quatre installations privées sont en service. L'exploitation des scies moteurs-débiteuses par des communautés apparaît plus encourageante, bien que l'on ne dispose que d'informations fragmentaires. Il semble que les projets exécutés dans les communautés souffrent soit d'un manque d'autorité soit, inversement, d'un ressentiment vis-à-vis de cette autorité.

## **Changer de solution**

En 1992, le Comité de gestion du VSSP recruta un nouveau Directeur de projet chargé des questions communautaires et de l'aménagement forestier, tout en continuant à assurer une formation technique pour les scieries. Début 1993, le partenariat du VSSP éclata et l'Office des forêts assumait l'entière responsabilité des petites scieries, mais sans avoir le personnel et les ressources suffisantes. Néanmoins, la FSP conservait les fonds de l'ONG, ce qui allait permettre de revoir la conception du projet et les activités afin de résoudre les problèmes indiqués précédemment.

Modifier la solution des petites scieries, pour l'adapter aux conditions prévalant à Vanuatu, nécessitait de changer à la fois de technique et d'approche. Ce fut l'occasion de donner au programme un nouveau nom: le Projet de Foresterie communautaire et environnementale (CEF).

## ***Changement de technologie***

Le premier changement technologique entrepris par le projet fut de remplacer les petites scieries par des scies moteurs-débiteuses. Une scie moteur-débiteuse est simplement une scie moteur normale, montée sur un cadre léger doté d'un rail de guidage. Le rail de guidage est placé le long de l'arbre abattu, ce qui permet d'effectuer facilement une coupe bien droite. Une scie moteur-débiteuse a un appareillage beaucoup plus simple qu'une petite scierie et on peut la déplacer très facilement d'arbre en arbre. A Vanuatu, le prix de l'installation d'une scie moteur-débiteuse est d'environ 2.000 \$EU au lieu de 15.000 \$EU pour les nouvelles scieries mobiles, ('walkabout sawmills', qui sont des versions améliorées des premières scieries mobiles, les 'wokabout somils'). Qui plus est, les scies moteurs-débiteuses se montrent mieux adaptées que les scieries mobiles à la plupart des situations rencontrées à Vanuatu.

Une scie moteur-débiteuse coupe des volumes bien moins importants qu'une scierie mobile et son utilisation est généralement beaucoup moins intensive. A Vanuatu, vu la faible contenance des forêts en général et l'existence de petites propriétés foncières fragmentées, l'exploitant d'une scierie n'a souvent accès qu'à de très petites quantités. Les scies moteurs-débiteuses peuvent donc être efficaces dans des zones où des scieries mobiles ne le seraient pas.

Par ailleurs, la scie moteur-débiteuse contribue à résoudre certains des problèmes de fonctionnement signalés précédemment. Etant moins chère et plus portable qu'une scierie mobile, elle convient mieux au nombre d'heures que les populations rurales peuvent consacrer à ces travaux et à leur vision de l'activité économique. Son prix d'achat étant à la portée des particuliers (et des communautés), une seule personne peut en avoir l'entière responsabilité. L'équipement peut être facilement ramené le soir à la maison au lieu de rester dans la forêt. C'est là un avantage capital lorsque l'opérateur ne sait pas exactement quand il pourra poursuivre son travail ou s'il craint d'être victime de vandalisme ou de vol. Tout aussi important, en cas de conflit social provoqué par la jalousie ou un différend foncier, le matériel peut être rangé jusqu'à ce que le problème soit résolu (voir Encadré 2).

Pourtant, il faut bien reconnaître que les scies moteurs-débiteuses ne sont généralement pas des machines permettant de produire des quantités appréciables de bois ou adaptées à une entreprise de sciage à plein temps. Ce rôle devrait être réservé, à juste titre, aux scieries mobiles équipées d'un moteur et d'un système de coupe plus efficaces. Les opérateurs de scie moteur-débiteuse qui ont acquis une unité de sciage plus puissante reconnaissent que leur scie moteur-débiteuse était un outil d'apprentissage remarquable dont l'expérience avait contribué de façon non négligeable à la réussite de leur nouvelle entreprise.

Néanmoins, à Vanuatu, les opérateurs de scie moteur-débiteuse sont loin d'être tous passés à l'échelon supérieur – la scierie mobile – tandis que certains de ceux qui avaient débuté avec des scieries mobiles ont descendu un échelon en adoptant une scie moteur-débiteuse, peut-être par manque de ressources, d'équipement ou d'assistance technique, ou tout simplement parce qu'ils considèrent qu'une machine plus petite correspond mieux à leurs besoins.

### ***Changement d'approche***

L'évaluation de 1992 et la nomination d'un forestier à la tête du projet ont mis en évidence deux facteurs. Premièrement, les petites scieries ne signifient pas automatiquement une foresterie durable; deuxièmement, les cours de formation accélérée aux techniques de sciage n'étaient pas une manière satisfaisante d'enseigner la gestion forestière. Il fallait trouver une autre méthode de réaliser les objectifs du projet en matière de foresterie durable.

Etant donné que les terres appartiennent à des particuliers mais qu'elles sont utilisées par des communautés, la gestion forestière doit être considérée au niveau communautaire. Dès le début de 1993, les communautés commencèrent à recevoir des informations en foresterie au cours de réunions publiques tenues à l'occasion des cours de formation. Il s'agissait de sensibiliser les communautés à l'environnement en général et de discuter de questions et de problèmes liés à l'environnement local. On parlait du principe que, si la population locale était préoccupée par des questions de foresterie, ces questions pouvaient être débattues au cours de discussions sur l'environnement. Si aucune question de foresterie n'était soulevée, cela signifiait sans doute (mais pas toujours) que ces questions n'intéressaient pas la communauté.

L'accroissement de la demande de formation à l'utilisation des scies moteurs-débiteuses a fortement contribué au succès des programmes de sensibilisation à l'environnement à Vanuatu. Dès sa conception, le VSSP/CEF avait adopté le principe de n'agir qu'en réponse à des demandes. Le projet n'était pas 'à la recherche' de sites pour ses activités, mais répondrait uniquement à des demandes d'assistance. La demande de formation à l'utilisation des scies moteurs était si forte dans les zones rurales qu'elle excédait les capacités. La priorité fut donnée aux régions où les ressources forestières avaient de fortes chances de constituer un problème important au niveau local. Le CEF pouvait ainsi profiter des demandes de formation à l'utilisation des scies moteurs pour réaliser des programmes de sensibilisation à l'environnement dans les villages environnants. Les réunions qui se tenaient en même temps que des cours sur les scies moteurs-débiteuses bénéficiaient d'un renfort de publicité et attiraient plus de monde que les autres. De 1993 à 1994, quelque 5.000 personnes ont participé aux réunions ou aux activités du CEF.

La grande majorité des villages où des réunions se sont tenues ont remercié l'équipe du CEF mais ne l'ont pas recontactée. Quelques-uns, cependant, ont trouvé les discussions avec l'équipe du CEF suffisamment intéressantes et importantes pour reprendre ensuite contact et demander assistance et formation. On constate qu'une réunion unique sur les questions d'environnement a rarement des effets immédiats, bien qu'elle puisse contribuer à la prise de conscience générale et servir de tremplin aux activités futures.

Ces villages, ou groupements de villages, furent invités à accepter dans un premier temps un exercice de planification des ressources, afin d'identifier les questions essentielles, de foresterie ou autres. Les ateliers organisés appliquèrent des techniques élémentaires de planification en commun, telles que discussions en groupes (rarement mixtes), identification et analyse de problèmes et mise au point de plans d'action communautaire. On fit appel dans un deuxième temps aux systèmes d'évaluation rurale participative. Les plans d'action communautaire définirent les mesures que la communauté pouvait prendre en comptant sur ses propres ressources et celles qui nécessitaient une assistance extérieure. Le CEF s'efforça alors d'organiser cette assistance, soit en confiant la formation à son propre personnel, soit en faisant appel à une autre ONG ou aux services gouvernementaux.

En résumé, le processus adopté par le CEF consiste à:

- ! se servir des demandes de formation à l'utilisation des scies moteurs-débiteuses pour se faire admettre dans les communautés;
- ! organiser des réunions publiques pour sensibiliser la population aux problèmes de l'environnement;
- ! répondre aux demandes de suivi en organisant des ateliers de planification des ressources communautaires et en préparant des plans d'action communautaire; et
- ! fournir ou aider à trouver des formateurs ayant les compétences nécessaires à l'application de ces plans.

### **Des résultats prometteurs**

Le changement de technologie (l'adoption de la scie moteur-débiteuse) semble en passe de résoudre les problèmes de fonctionnement signalés précédemment. Le nombre d'opérateurs de scies moteurs-débiteuses à Vanuatu augmente rapidement et, dans certaines régions, ils se regroupent en associations ou coopératives locales. Le bois débité par les scieries mobiles et les scies moteurs-débiteuses est vendu dans les deux plus grandes villes de Vanuatu et contribue nettement à répondre à la demande de sciages dans les autres îles. Les scieries mobiles sont de mieux en mieux acceptées et plusieurs concessionnaires en font maintenant la promotion – une des activités de l'ex-VSSP reprise par le secteur commercial. Le DoF, reconnaissant le rôle des scies moteurs-débiteuses et des scieries mobiles, les a

incorporées dans la planification et la réglementation de l'industrie forestière, en complément des grandes scieries dûment contrôlées.

Suite à ce changement d'approche, le CEF a mis en place un programme continu d'activités communautaires dans deux régions du pays. L'île d'Erromango dispose de ressources forestières importantes (mais pas énormes) convoitées par des sociétés étrangères d'exploitation forestière. Les questions de foresterie suscitent un vif intérêt auprès de la communauté locale et des stages de formation et ateliers ont été organisés sur différents sujets: gestion forestière, démographie (impact de la croissance démographique sur les ressources et méthodes de planning familial), techniques d'encadrement et utilisation des scies moteurs-débiteuses. D'autres thèmes ont été abordés dans plusieurs petites îles des Shepherds où il reste très peu de forêts naturelles, la plupart ayant été détruites autrefois pour faire place à des plantations de cocotiers. Il s'agissait là de créer des pépinières villageoises avec des espèces reconnues par la population locale pour leurs fruits, leurs noix et leurs propriétés d'abrivent.

La démarche qui consiste à apporter l'information, puis à concevoir en commun un plan, a également été adoptée par le DoF afin d'accroître la sensibilisation et les connaissances des propriétaires fonciers concernant les opérations d'abattage sur leurs terres. Les communautés sont incitées à préciser leurs besoins locaux et la capacité des forêts à les satisfaire. Des techniciens forestiers traitent ces informations, présentent les options possibles au propriétaire et expliquent ce qu'impliquent les contrats d'abattage.

## **Autres approches à la conservation des forêts vanuatanes**

Le CEF n'est pas la seule agence chargée de promouvoir la conservation des forêts à Vanuatu. Il existe plusieurs autres approches qu'il convient de comparer à celle indiquée précédemment pour en noter les similitudes et les différences.

Au nord, dans l'île d'Espirito Santo, un Service gouvernemental pour l'environnement (financé par le Programme régional pour l'Environnement du Pacifique Sud, SPREP) a mis en oeuvre un plan d'aménagement de la zone protégée de Vathe en 'premier parc national de Vanuatu', suite à des consultations intensives avec la communauté, initialement menées à cet effet par un expatrié puis



par un Vanuatan. Le plan retenu a mis en avant l'écotourisme comme l'un des moyens à la disposition des propriétaires de créer des revenus.

Au sud, dans l'île d'Erromango, le DoF a travaillé pendant 20 ans à l'établissement d'une réserve afin de protéger plusieurs peuplements du plus grand arbre de Vanuatu, le kauri (*Agathis macrophylla*). Achevée en 1995, cette réalisation a suivi une démarche associant la communauté, animée par un chercheur australien (Tacconi, 1994). Le gouvernement a obtenu le contrôle des terres de la réserve par un bail, le loyer versé aux propriétaires étant financé par des donateurs étrangers. Dans l'île de Malekula, en utilisant des outils participatifs, ce même chercheur a réussi à créer des 'zones protégées' sans le besoin de recourir à ces paiements (Tacconi, 1995). La publicité qui a entouré ces efforts et la montée de l'inquiétude au sujet de l'environnement, ont conduit des particuliers, dans diverses régions du pays, à créer leurs propres zones protégées et réserves.

Le plus important facteur commun à tous les efforts de la FSP, de l'Unité de l'environnement et du DoF est sans doute l'influence accordée à la participation communautaire. Toutes les initiatives démontrent que si une zone doit être aménagée en vue d'atteindre des objectifs de 'conservation', il est essentiel que les propriétaires reprennent à leur compte ces objectifs et les poursuivent activement.

Mais il y a aussi des différences. Les deux agences gouvernementales ont défini juridiquement les zones en question et ont préparé des plans d'aménagement détaillés, tandis que le CEF a opté pour des documents moins officiels (tels que les plans d'action communautaire) en s'appuyant sur les institutions communautaires et l'éducation. Il reste encore à évaluer l'efficacité respective de ces deux approches. Par ailleurs, l'Unité de l'environnement et le CEF ont recherché des activités rémunératrices pour la communauté (et non seulement pour les particuliers), alors que le DoF, à Erromango, s'est appliqué à estimer le montant des loyers afin de compenser les revenus qui auraient pu être tirés de la vente de bois (tout en reconnaissant qu'il appartiendra dans l'avenir à la communauté de trouver les sources de revenus pour la communauté). Les deux projets du gouvernement ont employé du personnel essentiellement dans les aires de conservation, tandis que le CEF a pu affecter un personnel plus nombreux quasiment à temps plein aux activités de formation. Toutefois, les efforts de formation du CEF ont été bénéfiques car ils ont permis à celui-ci de répondre aux demandes de la

communauté au lieu de lui ‘imposer’ des activités pour justifier l’existence du projet.

Apparue récemment à Vanuatu, la Méthode active de recherche et de planification participatives (MARP) a été introduite dans la région Pacifique par la FSP et l’Université Clark (Etats-Unis) en 1994 (Bronson *et al.*, 1995). Tous les projets ci-dessus ont appliqué et développé cette méthode qui est en passe de devenir rapidement un élément essentiel de tout programme ou activité de développement et de sensibilisation des communautés. Pourtant, il faut noter que la MARP à Vanuatu connaît de nombreuses variations locales et exploite les nombreuses techniques participatives déjà utilisées ailleurs. D’autres expériences détermineront l’efficacité de cette méthode, nouvelle composante de l’aménagement des ressources à Vanuatu, et les modifications à faire pour l’adapter aux conditions vanuatanes.

## ***Bai Yumi Go Wea Nao? Et maintenant, qu’est-ce qu’on fait?***

‘Et maintenant, qu’est-ce qu’on fait?’ ou ‘*Bai Yumi Go Wea Nao?*’ en bichlamar (anglais déformé parlé à Vanuatu), est le titre de l’examen effectué en 1992 par le VSSP. Bien que la FSP et d’autres agences aient beaucoup progressé depuis lors, la question reste posée. Certes, un réseau de petites scieries existe mais les contrôles et la formation en matière d’environnement ne sont pas suffisants pour garantir la gestion durable des forêts.

La FSP continuera de favoriser le développement des petites scieries à Vanuatu en participant à la formation et à l’assistance, en soutenant les institutions locales et en encourageant la création de marchés appropriés. Les petites scieries sont souvent le seul moyen pour la population de tirer un revenu décent de ses ressources forestières, étant donné la situation des marchés actuels. C’est donc une solution transitoire importante, en attendant que les communautés propriétaires de forêts aient le temps et l’argent nécessaires pour envisager d’autres façons d’éviter l’abattage à grande échelle.

Cependant, l'expérience acquise à Vanuatu par la FSP, et renforcée par celles de l'Unité de l'environnement et du DoF, montre que la foresterie durable ne nécessite pas simplement une technologie et une formation adaptées. Elle exige aussi la participation des communautés propriétaires selon un enchaînement logique:

- ! diffuser l'information auprès des communautés par des programmes de sensibilisation et d'éducation;
- ! aider les communautés à identifier leurs besoins et leurs problèmes, et la façon d'y remédier;
- ! travailler au sein de la communauté à la préparation de plans d'action communautaire qui précisent qui fera quoi;
- ! Aider et soutenir la communauté au cours de l'application de ces plans et apporter ou rechercher une assistance extérieure, le cas échéant.

Une démarche aussi participative abordera certainement des questions qui n'apparaissent pas directement liées aux problèmes de la foresterie, comme le besoin d'installations dans le domaine de la santé. Il faudra cependant y répondre, peut-être en faisant appel à d'autres organisations. D'autres sujets relèveront clairement du domaine de la foresterie et de l'environnement: exploitation forestière, perte d'arbres, pénurie de bois de feu, écotourisme ou production de bois à petite échelle. Il faudra trouver des solutions à tous ces problèmes.

Le VSSP avait commencé avec l'objectif de promouvoir la mise en valeur durable des forêts, bien que ce ne fût pas la formule utilisée à l'époque. Son cheval de bataille était la scierie mobile, mais la FSP a trouvé qu'il valait mieux changer de technologie et d'approche. Les petites scieries sont toujours l'un des moyens retenus mais la FSP a constaté qu'il fallait y associer la sensibilisation et la participation des communautés. L'emploi des scies moteurs-débiteuses ne peut à lui seul assurer la pérennité de la foresterie. C'est la participation et la coopération des communautés à la planification de leurs propres forêts – et la satisfaction de leurs besoins – qui permettra d'assurer la mise en valeur durable des forêts de Vanuatu.

## **Références**

- Bronson, J, Bakeo, W & Ford, R, (1995), 'Conducting PRA in the South Pacific: Experiences in Natural Resource Management from Vanuatu', Program for International Development, Clark University, Etats-Unis et Foundation for the Peoples of the South Pacific, Vanuatu.
- Incoll, W D, (1994), 'Reassessment of Sustained Yield for the Forests of Vanuatu', rapport établi pour l'Australian International Development Assistance Bureau.
- Mathias, A, Wyatt, S & Fry, K, (1994), 'Vanuatu Small-Scale Sawmill Project – A Case Study in Government-NGO Conflict', présenté à la Réunion des chefs des départements de foresterie, Pacifique, Nadi, Fidji, juillet 1994.
- Tacconi, L, (1994), 'The Socio-Economic assessment of the Erromango Kauri Protected Area', Vanuatu Forest Conservation Research Report No. 5, University College, University of N.S.W., Canberra, Australie.
- Tacconi, L, (1995), 'Participatory Conservation in Malekula Island, Vanuatu', Vanuatu Forest Conservation Research Report No. 10, University College, University of N.S.W., Canberra, Australie.
- Wells, W H & Siwatibau, S, (1992), 'Bae Yumi go Wea Nao? A Report on a Review of the Vanuatu Small-Scale Sawmill Programme', Vanuatu Department of Forests et Foundation for the Peoples of the South Pacific.

